

Chômage, précarités, tou-te-s concerné-e-s !



*Dans le cadre de l'appel national des organisations de chômeurs
et précaires :*

Toutes et tous à la manifestation !

Samedi 1er décembre 2012

14h30 place de la Victoire à Bordeaux

Appelée par : AC ! Gironde, MNCP, Occupons Pôle Emploi, Comité des précaires aux Pays Basque, SDF 33, ATTAC 33, LDH Gironde, LDH Talence, CGT Ford, CNT Santé Social, CNT Union locale de Pessac, FSU Gironde, Solidaires 33, SUD Santé Sociaux 33, SUD Etudiant, SUD Pôle Emploi, Alternative libertaire 33, Convergences et Alternative, EELV Aquitaine, GA, GU, LO, MJCF 33, NPA, PG, ...

Plus de 10 millions de chômeur-euse-s et précaires ; plus de 5 millions de personnes inscrites à Pôle Emploi ; plus de 2 millions d'allocataires du RSA ; 3,5 millions de mal logés ; 170 000 SDF : nous sommes vraiment dans une situation de catastrophe sociale et humaine pour des millions de personnes depuis des dizaines d'années maintenant. La précarité et le chômage frappent directement ou indirectement toute la population.

Face à cela, le gouvernement Ayrault n'a pas d'autre logique à mettre en place que celle de l'austérité. Au nom de la lutte contre le chômage, celui-ci nous ressort le discours sur le "*coût du travail*" et la "*compétitivité*" : pas moins de 20 milliards de crédits d'impôts aux entreprises financés par une hausse injuste de la TVA qui pèsera énormément sur le budget des plus pauvres et par 10 milliards de coupes dans les budgets sociaux et de suppressions d'emplois publics.

Ces mesures gouvernementales sont loin d'être neuves. Ces plans de soi-disant lutte contre le chômage menés depuis des années s'avèrent être tous des échecs. Mais par contre, ils ont permis d'augmenter les cadeaux aux plus riches.

Quant aux "emplois d'avenir", le gouvernement reprend la recette éculée d'un contrat précaire subventionné directement par l'Etat et l'argent public... Encore des cadeaux financiers qui iront dans les mêmes poches !

Ça ne peut plus durer. Ces politiques d'austérité ne font qu'aggraver la pauvreté et dégradent les services publics. A Pôle-Emploi, les demandeur-euse-s d'emplois sont de plus en plus dirigé-e-s vers des structures de placement privées. Pire, Pôle-Emploi est en pleine restructuration, pompeusement baptisée "*plan stratégique 2012-2015*". Comme partout, l'objectif est de faire plus de rentabilité avec moins de personnel, ce qui annonce une forte dégradation tant pour les salariés que pour les personnes privées d'emplois.

Nous n'avons pas à payer leur crise. De l'argent, il y en a pour permettre à tous de vivre dignement :

- Le montant des exonérations ou des réductions des cotisations sociales patronales est passé de 1,9 milliard d'euros en 1992 à **plus de 30 milliards chaque année** depuis 2008.
- **171 milliards d'euros par an**, c'est la baisse de la part des salaires (de 70 % à 60 %) dans les richesses produites en 30 ans.

Face à la crise, exigeons des mesures à la hauteur de la situation :

- Un « vrai » travail, en CDI, pour un « vrai » salaire.
- Pas de revenu (salaire, pension, allocation) inférieur à 1500 euros net pour vivre dignement et accès à ce revenu pour les jeunes dès 18 ans.
- Développement de services publics gratuits et en libres accès pour tous (Santé, Logement, Emploi, Education...).
- Egalité de salaires entre les hommes et les femmes.
- Egalité des droits pour les personnes en situation de handicap ou en invalidité.
- Pour faire reculer le chômage : Réduction du temps de travail pour que tou-te-s aient un emploi, interdiction des licenciements.
- Droit au logement pour tou-te-s avec application de la loi de réquisition.
- Pôle emploi : Arrêt des radiations sanctions

Aujourd'hui, tout le monde est menacé par la précarité, par la perte de son emploi, de son logement et la perspective d'être jeté-e à la rue.

Tous ensemble manifestons, le 1er décembre 2012, 14h30 place de la Victoire à Bordeaux.